

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** L'essentiel de ce que j'ai à dire au nom de l'opposition officielle à la veille du premier vote de confiance que s'appête à demander le gouvernement au début de cette nouvelle session peut se résumer à très peu de mots—en fait, un seul suffit et c'est impuissance!

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Impuissance à s'attaquer aux causes fondamentales de l'inflation au pays et impuissance à enrayer comme il le faut les effets de cette inflation; impuissance à contenir et à contrôler son propre débordement et impuissance de se soumettre, lui et ses programmes, à l'examen d'enquêteurs impartiaux; impuissance à maintenir l'ordre et la justice dans notre économie pour le bien du Canadien moyen.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Encore pire, sous de si nombreux rapports, est l'inertie. C'est la vraie carence, le fait de n'avoir pas su répondre aux grands défis et aux grandes occasions qui s'offrent à notre pays aujourd'hui. On a même l'impression que le gouvernement n'a pas su comprendre ce qui se passe au pays. Le gouvernement vit dans une sorte de tour d'ivoire sans aucun contact avec quiconque, sauf peut-être ses propres députés. Car le problème ne consiste pas simplement à se demander quelle serait la solution adéquate aux problèmes des Canadiens aujourd'hui; il faut également se demander ce qui nous prouve que le gouvernement est sensible aux misères et aux injustices que suscitent ces problèmes.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Pourquoi le gouvernement ne veut-il pas s'engager à régler le plus grand nombre de problèmes possible le plus rapidement possible? Le gouvernement se contente d'affirmer qu'il agira comme par le passé, en ayant recours à des mesures déterminées. En somme, cela revient à dire qu'il n'agira que si on l'y pousse. Le gouvernement promet de prendre des mesures pour prémunir le consommateur contre les hausses soudaines et perturbatrices du prix de denrées essentielles et empêcher certains groupes d'abuser de la situation actuelle.

Monsieur l'Orateur, comment pouvons-nous le prendre au sérieux en voyant ce qui se passe au pays? Comment le simple travailleur, le simple salarié, peut-il avoir confiance dans une telle déclaration? Nous n'avons aucune idée de ce que le gouvernement désigne comme denrées essentielles, ni même ce qu'il considère comme une hausse perturbatrice. Comment pouvons-nous espérer que le travailleur canadien ajoute foi à une telle déclaration quand on sait qu'en 1973, sa situation s'est détériorée parce que la montée du coût de la vie a été plus rapide que celle de son revenu?

Le gouvernement présente quelques propositions concernant la stimulation de la production alimentaire. Ces mesures s'imposent, mais c'est un peu la conversion tardive d'une administration qui, il y a quelques années encore, décourageait la production et ne s'est jamais vraiment attachée à accroître les installations d'entreposage. Le gouvernement désire-t-il vraiment participer à un programme mondial d'alimentation? Son inquiétude est-elle véritable étant donné que les prix que nous payons aujourd'hui à cause de son imprévoyance, relèvent presque d'une justice biblique. Le ministre de la Justice (M. Lang) comprend ce que je veux dire et il sait combien nous lui

*L'Adresse—M. Stanfield*

avons répété que le programme LIFT était essentiellement mauvais, du point de vue économique, social et moral.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Aussi utile que puisse être tout stimulant à la production alimentaire et à l'agrandissement des installations d'entreposage et autres, ces mesures constituent des programmes à long terme destinés à stabiliser les prix. Comme l'a dit Lord Keynes il y a bien des années: «En fin de compte, nous mourrons tous». Je voudrais demander au gouvernement, monsieur l'Orateur, ce qu'il entend faire pour aider le simple citoyen. En l'absence d'un programme général, le gouvernement semble disposé à faire plus de subventions sélectives et plus d'interventions sélectives. Cela semble être la solution adoptée par le gouvernement; pourtant, personne sur les banquettes ministérielles ne semble capable de dire jusqu'où nous irons et à combien d'expédients nous devons recourir pour combler tous les déficits.

● (1520)

On nous dit que l'univers continue sa marche. C'était évident à la Chambre cet après-midi pendant la période des questions. Peut-être allons-nous le voir encore lors de la présentation du budget. Le ministre des Finances a parlé récemment d'un budget qui serait présenté peut-être en avril ou peut-être en mai ou peut-être plus tard. Étant donné les politiques actuelles, ou plutôt l'absence de politiques au pays, cela n'est pas suffisant. Il est évident qu'il faut un budget plus tôt, presque immédiatement, de façon que nous puissions connaître les projets du gouvernement en vue d'aider davantage le peuple canadien.

[Français]

Un bon nombre d'initiatives pourraient être prises pour protéger de façon plus humanitaire ceux qui sont incapables de se protéger eux-mêmes. Je trouve déplorable qu'aucune d'entre elles ne figure dans la liste des mesures du gouvernement, et je crains fort que les victimes de cet état de choses à travers le pays ne jugent pas avec bienveillance un Parlement qui se contente de laisser le gouvernement piétiner sur place et insinuer qu'il agira peut-être dans l'avenir.

J'ai l'intention de m'en tenir aujourd'hui à quelques sujets d'importance majeure, quant à moi. Les membres de mon parti aborderont d'autres aspects tout au cours du débat.

Le groupe de citoyens dont le sort nous préoccupe le plus est celui des Canadiens à la retraite. Dans quelle mesure l'indexation des pensions canadiennes reflète-t-elle les réalités de la vie pour ceux qui sont à la retraite? Lorsqu'on a enfin décidé d'indexer les pensions de vieillesse, nous avons affirmé que le supplément de revenu garanti devrait être indexé de façon à refléter adéquatement les besoins des retraités les plus démunis. Nous savons tous que les citoyens doivent consacrer environ 90 p. 100 de leur revenu à la nourriture, au vêtement et au logement, bref aux nécessités de la vie. Or, le coût de ces nécessités augmente plus rapidement que celui de tous les autres biens et services. En conséquence, ne serait-il pas logique et plus juste de rendre l'indexation du supplément de revenu garanti plus conforme à la réalité brutale?